



**Déclaration liminaire de la FNEC-FP-FO au CHSCT-D  
de l'Education Nationale de l'Aisne du 18 novembre 2022.**

Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames et messieurs les membres du CHSCTD,

Ce CHSCTD se réunit dans un contexte particulier. Une situation où les grèves se développent dans de nombreux secteurs, en particulier pour exiger des augmentations de salaires.

Une situation où le gouvernement qui depuis plus de 5 ans menace, punit, fait preuve d'autorité n'hésite pas à s'en prendre au droit de grève en ordonnant la réquisition des salariés grévistes.

Une situation où ce même gouvernement, qui parle de « dialogue social », et de « négociation », n'a pas d'autre choix que d'utiliser le 49-3 pour faire passer son Budget. Son porte-parole M. Véran n'exclut pas de recourir à cette arme anti-démocratique pour imposer la future réforme des retraites.

Le Budget 2023 supprime 2 000 postes d'enseignants. Le chef de l'Etat a appelé à « la fin de l'abondance et de l'insouciance » pour amputer notre pouvoir d'achat, nos droits au chômage et à la retraite et détériorer nos services publics.

Les enseignants, comme le reste de la population, ont du mal à faire le plein pour assurer les trajets domicile- établissement, à remplir le frigo, à se chauffer, à se loger dignement. Pour la FNEC-FP-FO, l'urgence est à l'ouverture de négociations sur les salaires.

L'heure est à la sobriété énergétique pour tous, y compris dans les services administratifs, les écoles et établissements de l'Education nationale.

On nous incite à « adopter des gestes simples », des « écogestes » comme baisser le chauffage, éteindre les lumières quand on quitte une pièce, éteindre son écran et son PC en fin de journée, débrancher son ordinateur portable, prendre les escaliers plutôt que l'ascenseur pour changer d'étage, porter de pulls en hiver etc... D'ores et déjà, dans certaines écoles, certains établissements, les personnels, et leurs élèves, doivent travailler dans des locaux non chauffés ou mal chauffés...Le résultat est une dégradation des conditions de travail avec des classes où la température ne dépasse pas les 18 degrés alors que la ventilation contre le covid s'impose toujours. Covid qui semble passer au second plan alors qu'il est toujours bien présent. Quel est, depuis la rentrée, le nombre de cas Covid déclarés ? Va-t-on recevoir prochainement, de nouvelles attestations professionnelles permettant d'obtenir des autotests ? Où en est le déploiement des capteurs de CO2 dans les établissements du département ? Jusqu'à quand les ASA pour les personnels vulnérables seront appliquées ?

La « réduction de notre empreinte carbone » ne semble, par contre, pas une priorité quand la suppression de 2 000 postes dans le premier et le second degré à la rentrée 2023 continue à morceler, à émietter les services, et ainsi à généraliser les affectations à cheval sur plusieurs établissements plus ou moins éloignés les uns des autres.

Ce qui est certain, c'est que ces nouvelles suppressions assorties d'appels infantilisants et culpabilisants à la sobriété ne pourront que nourrir un peu plus le ras-le-bol des personnels qui en ont assez du mépris et des leçons de morale de ministres et d'autorités qui, de contre-réformes en contre-réformes, n'ont cessé de saccager leurs statuts, leurs missions, leurs conditions de travail à tel point que les concours de recrutement ne trouvent plus de candidats en nombre suffisant et que l'école publique républicaine héritée des Lumières et de siècles de lutte des travailleurs pour le droit égal à l'instruction se trouve aujourd'hui au bord de l'effondrement.

Pour la FNEC-FP-FO, la réponse à la crise énergétique dont les personnels ne sont en rien responsables, mais dont ils subissent les conséquences par l'inflation galopante, ne peut consister à poursuivre les contre-réformes en cours comme si de rien n'était, mais nécessite au contraire de répondre aux revendications et de doter l'école des moyens matériels et humains indispensables pour garantir et améliorer les conditions d'hygiène, de sécurité et de travail de tous. Cela commence par annuler la suppression programmée de 2000 postes à la rentrée 2023.

La FNEC FP-FO a demandé au CHSCTM que les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la recherche garantissent :

- Que tous les cours, dans tous les établissements (écoles, collèges, lycées, universités) soient donnés en présence des étudiants, afin de respecter l'engagement de service public envers les usagers ;
- Que l'État prévoie d'accorder à tous les établissements, et non au cas par cas, les dotations budgétaires qui leur sont nécessaires pour faire face aux dépenses relevant du « plan de sobriété énergétique » décrété par le gouvernement et de manière générale pour faire face à la crise énergétique, sans dégradation des conditions de chauffage durant tout l'hiver.

**Au regard de toutes ces conditions de travail dégradées, aux contre-réformes en cours qui se poursuivent et dans le contexte de crise actuel, la FNEC-FP-FO tient à réaffirmer ses revendications :**

- **Rétablissement d'une vraie médecine de prévention et de suivi de tous les personnels par le recrutement des médecins et infirmières nécessaires**
- **Augmentation du point d'indice à hauteur de 20 %**
- **Retrait de la réforme de la voie professionnelle pour laquelle une montée nationale des PP et de leurs collègues est prévue le 19 novembre à Paris, avec le soutien de la Confédération Force Ouvrière**
- **Soutien plein et entier aux revendications des AESH : ABANDON des PIAL, un VRAI statut et un VRAI salaire de la fonction publique (24h comptées comme un temps complet, payées 100%) ! Création de postes et de places dans les établissements spécialisés, recrutement d'AESH à la hauteur des besoins ;**
- **Abandon des contre-réformes dégradant les statuts, les missions et conditions de travail des personnels (réformes du collège, lycée et du baccalauréat, PPCR, Grenelle de l'Education etc.)**
- **Abandon définitif des réformes des retraites et de l'Assurance chômage.**